

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et pré-suppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres mots, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme concurrentiel, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre « démocratie » bourgeoise.

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive dans l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant et devient dans un certain sens même révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisante à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans la mesure où le rôle principal dans les pays arriérés n'est pas joué par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe, pour ce qui est de sa position sociale, une situation inférieure à celle qui correspond au développement de l'industrie. Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaye de montrer de la résistance au capital étranger est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable, et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements de tout régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste et diffèrent les uns des autres en ceci que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une for-